

Nouveau revers malgré la mobilisation

Les maires, soutenus par des élus et des habitants, ont rencontré le préfet à Melun, mardi 22 décembre. Encore une fois, le représentant de l'État est resté campé sur ses positions.

Le temps leur a semblé long. La trentaine d'élus et d'habitants a patienté une heure et demi environ devant la préfecture, mardi 22 décembre, alors que les maires des communes de Plaines et monts de France (CCPMF) étaient reçus par le préfet. Dehors, les soutiens du président Bernard Rigault préféraient ne pas se bercer d'illusion. « **Même sans être passivistes, c'est joué d'avance** », regrette l'un d'eux. Un autre insiste pourtant : « **Il faut montrer qu'on est mobilisés, tous ensemble, jusqu'à la fin** ». La fin, elle arrive dans une semaine à peine. Le 1^{er} janvier 2016, les 17 communes les plus riches de l'interco seront absorbées dans la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, dans le Val d'Oise. Il reste bien quelques recours, devant le Conseil d'État et le conseil constitutionnel. Bernard Rigault précise même qu'il va abattre une nouvelle carte, suite au constat d'un point passé inaperçu jusqu'à présent, et s'adresser cette fois-ci au tribunal administratif de Paris.

Le 11 décembre, celui de Cergy-Pontoise avait refusé le référé suspensif demandé

par la CCPMF. Ils ont également demandé le report de la décision, pour mieux réfléchir à la méthode qui permettra de faire fonctionner le maelström administratif de la rentrée. « **Ce qui compte, c'est qu'on tienne jusqu'en mars** », précise le président de l'intercommunalité.

Les services continuent à la rentrée

À la sortie de la rencontre avec le préfet, les élus ont déposé symboliquement leurs écharpes, après avoir remis, tout aussi symboliquement, leur lettre de démission au représentant de l'État. Ces actes sont symboliques, même si Jean Vilette, adjoint à Ivry, estime que « **si tous les maires démissionnaient et qu'on fermait les mairies, ça mettrait un joli bazar, auquel je suis plutôt favorable** ».

Le président de l'interco, de son côté, assure que « **les services continueront à fonctionner pour les habitants même si on ne sait toujours pas comment se passer la gestion** ». Le préfet a seulement indiqué que des conventions seraient pesées entre les collectivités du 77 et du 95 pour assurer ce fonctionnement. En effet,

l'agglomération valdoisienne n'a pas les mêmes compétences que Plaines et Monts de France. Avant cette conclusion, les agents sont déjà convaincus par cette nécessité. Les syndicats de la fonction publique (FAFP, CGT et CFDT) jouent aussi l'unité. Isabelle Berteau, à la tête du service assainissement et le responsable de l'Environnement à la CCPMF sont sur la même ligne, alors qu'ils patientent dans le froid. « **Comment on peut imaginer que les ordures ne soient plus ramassées ?** » Isabelle Berteau confirme que « **le 4 janvier, on ira au bureau, comme tous les jours, pour poursuivre notre mission** ».

Si ces services persisteront bien, a priori, les conséquences seront probablement celles annoncées par la CCPMF depuis des mois. « **Une hausse fiscale sera à prévoir** », prévient à nouveau Bernard Rigault. Par exemple, à Ivry, qui restera en Seine-et-Marne, il faudra augmenter les impôts de 500 €.

Une question politique

Alors que les élus richignent parfois à nommer un responsable dans ce que tous considèrent comme « **un déni de démocratie ou encore le fait du prince** », les habitants, eux, n'hésitent pas quand il s'agit de tirer à boulets rouges contre « **mon-**



Les édiles ont symboliquement rendu leurs écharpes d'élus.

sieur Valla, son ami le maire de Sarcelles et le gouvernement qui passe des lois à coup de 49.3 et sans nous consulter ». Il y a des occasions où la politique locale rejoint celle du pays.

Nombre de ces administrés, même quand ils ne siègent pas dans des conseils municipaux, sont venus soutenir leur exécutif. Ils se disent tous « **unis malgré les différences de couleurs politiques, de situations dans les communes, et d'enjeux au sein de la future intercommunalité** ». Tous, ou presque. À Annet-sur-Marne, le conseiller municipal Jacques Coquelet pense qu'il vaudrait mieux « **mettre en place une**

stratégie d'interim en attendant la décision du Conseil d'État ».

Le maire Claye-Souilly n'était pas présent à Melun. Yves Albarello ne change pas d'avis : « **la loi a été votée, elle doit être appliquée qu'elle nous plaise ou non. En tant que législateur, je ne me voyais pas participer au rassemblement** ». Il rajoute : « **Les 20 communes vont rester sur le bord de la route, regarder les avions passer et ne profiteront pas des retombées fiscales** ».

Du côté des sympathisants de Bernard Rigault, on refuse d'entendre dire que l'exécutif intercommunal a joué la politique de l'autruche. « **On est**

venu soutenir notre maire et notre président, lance Henriette qui habite à Moussy-le-Neuf. **On sait qu'ils ont travaillé comme des dingues pour montrer à tel point cette décision était impossible à mettre en place**. » Elle reprend, convaincue et « **fière** », le slogan martelé depuis des mois : « **A 37 dans le 77** ». Cette ferveur, face à des efforts en effet incontestables, n'a pourtant pas payé. Pour les élus, et de nombreux habitants, le réveil de fin d'année risque d'avoir un goût amer.

Pierre Sarizay